

GRÈVES

Par **Claude Reichman ***

La comédie du service minimum

Il n'y aura jamais de service minimum dans les transports en France parce que le problème n'est pas syndical mais politique. Les transports publics sont utilisés par la gauche et l'extrême gauche comme le moyen de faire prévaloir leurs vues, même quand elles ont été condamnées électoralement par le peuple. La comédie qui se joue actuellement entre la majorité parlementaire et le gouvernement sur le sujet en est le témoignage. Les députés réclamaient une loi instaurant un service garanti. Le gouvernement ne veut concéder que la création d'une « mission d'expertise » de façon à ne pas pousser « à la précipitation ». Autrement dit, il n'est pas question de toucher au pacte non écrit mais ô combien réel qui associe le pouvoir technocratique au pouvoir syndical dans le gouvernement du pays.

Les parlementaires connaissent tous l'existence de ce pacte secret et ils obéissent à ses stipulations. S'ils s'avisent de ne pas le faire, ils seraient privés d'investiture à la prochaine consultation. C'est la raison pour laquelle 311 d'entre eux ont signé une proposition de loi instaurant un service garanti : ils savaient qu'elle serait repoussée par le gouvernement. Le « pacte » n'en souffrira pas et les députés signataires pourront se prévaloir auprès de leurs naïfs électeurs de leur volonté de les satisfaire.

Ce scénario se répète depuis des décennies. Et à chaque fois il se trouve des dupes pour croire à ces promesses. En réalité cette fausse droite n'est là que pour maintenir les choses en l'état : s'il en allait autrement, elle agirait dans le sens voulu par ses électeurs. Cela lui serait d'autant plus facile qu'elle détient tous les pou-



Photo J. Ayissi/APP

Il n'est pas question de toucher au pacte non écrit mais ô combien réel qui associe le pouvoir technocratique au pouvoir syndical dans le gouvernement du pays.

voirs et n'a rien à craindre d'une opposition en ruine. La seule façon d'obtenir un vrai changement, c'est la venue au pouvoir d'une nouvelle majorité dotée d'un programme ferme et clair et qui en finira avec la cogestion de l'Etat par les technocrates et les syndicats. On nous objectera qu'après sa victoire électorale, cette nouvelle majorité se heurtera aussitôt, si elle veut mettre en œuvre ses engagements, à une grève générale des transports. C'est la raison pour laquelle la majorité devra faire aussitôt voter l'ouverture à la concurrence de toutes les

lignes de transports de voyageurs par route et l'interdiction du paiement des jours de grève. Ainsi les syndicats sauront, d'une part, qu'ils ne pourront pas paralyser complètement le pays et, d'autre part, que la grève coûtera cher à leurs adhérents. Dans ces conditions, le mouvement sera voué à l'échec. D'autant que le pays se sera prononcé clairement pour un tel programme et n'appuiera en rien ceux qui voudraient regagner par la grève ce qu'ils ont perdu par le vote. Ainsi, contrairement à ce que beaucoup de Français croient ou feignent de croire,

ce n'est pas parce que les réformes sont difficiles que la droite ne les fait pas. C'est parce qu'elle ne veut pas les faire, sachant que de tels changements mettraient un terme à la dictature socialiste que chacun de ses élus a un intérêt personnel à maintenir : il y trouve l'occasion de s'élever et de vivre dans l'opulence, tandis que la France d'en bas n'a pour horizon que les travaux forcés, l'appauvrissement et la misère.

“ Ce n'est pas parce que les réformes sont difficiles que la droite ne les fait pas, c'est parce qu'elle ne veut pas les faire ! ”

De quelque manière qu'on aborde le problème, aucun changement n'est possible sans une révolution politique par une formation libérale et conservatrice, proche par son positionnement des grands partis de droite européens, et apte à représenter les véritables aspirations de son électorat naturel. Malgré la désinformation et les mensonges, malgré l'apathie d'un peuple assommé par l'esclavage ou engourdi par l'assistance, la prise de conscience chemine de plus en plus vite. Aujourd'hui, la France désole le monde. Demain, elle l'étonnera à nouveau.

*** Ancien candidat à la présidentielle, chirurgien-dentiste, président du Mouvement pour la liberté de la protection sociale.**